

www.usinenouvelle.com

# L'USINE NOUVELLE

## REPORTAGE

À Grenoble, Alstom teste ses activités dans l'hydroélectricité ► PAGE 6

## AUTOMOBILE

Chine, le paradis des équipementiers ► PAGE 32

## INNOVATION

Le microscope se libère des lentilles ► PAGE 40



## AÉRONAUTIQUE

Guerre numérique contre les drones sauvages

► PAGE 34

N° 3422 . SEMAINE DU 7 AU 13 MAI 2015 . 5,90 EUROS



## L'USINE EST DANS LE PRÉ

Les fermes-usines poussent sur tout le territoire.  
Les robots envahissent les exploitations laitières.  
Une aubaine pour les industriels du secteur.  
Notre enquête P. 22

M 01979 - 3422 - F: 5,90 €





Technologie

## L'USINE EST DANS LE PRÉ

**Fermes-usines.** Les robots envahissent les exploitations laitières françaises qui affrontent un marché libéralisé depuis la fin des quotas laitiers. Une aubaine pour les industriels du secteur.

**Outre-Rhin.** L'Allemagne compte des dizaines de méga-exploitations. Initié dans les anciennes fermes d'État de l'Est, le mouvement gagne d'autres régions comme la Bavière.

**Contestation.** Le député européen José Bové, ancien porte-parole de la Confédération paysanne, dénonce l'industrialisation de l'agriculture. En grossissant, les exploitations se fragilisent.

PAR ADRIEN CAHUZAC

Discovery,  
le robot racleur  
du néerlandais  
Lely, nettoie  
à lui seul une  
stabulation de  
200 à 250 bovins.



La fin des quotas et la libéralisation de la filière expliquent l'automatisation grandissante des exploitations laitières françaises.

## Agroalimentaire LE BUSINESS DES FERMES-USINES

Automatisation de la traite, nettoyage robotisé... La ferme France s'industrialise à grands pas. Quand les éleveurs y voient une chance de réduire leurs coûts de production, les fabricants profitent, eux, d'un marché en pleine expansion.

PAR ADRIEN CAHUZAC

**C**haque matin, vers 7 heures 30, Roland Piel se rend à son bureau. Une fois son ordinateur allumé, cet éleveur laitier analyse, à la manière d'un directeur d'usine, le tableau de bord de son exploitation. Il passe en revue chacune des statistiques sur la production laitière de la nuit et la santé de ses animaux. Pour lui et sa sœur Catherine, fini la traite quotidienne des vaches dès 6 heures du matin. Dans cette ferme qui compte 300 bovins, la main humaine est presque réduite à de la figuration. Pendant que l'éleveur vérifie sur son écran le bon déroulement de l'activité nocturne, l'un des trois robots placé au centre de la stabulation attrape un par un les quatre pis d'une vache venue d'elle-même à la traite. Au même moment, une autre machine, le Discovery, se recharge en eau avant d'arpenter les allées de la stabulation pour racler le fumier et nettoyer les caillebotis.

Quelques mètres plus loin, dans un autre bâtiment, un grand robot cylindrique sur roues, baptisé Vector, termine le mélange d'une ration alimentaire de 350 kg et s'apprête à se rendre à l'étable pour la distribuer. Bienvenue au Gaec de l'Épinay, situé à Guer, dans le Morbihan. Équipé par le fabricant de matériels néerlandais Lely, il fait partie de ces fermes-usines

PASCAL GUITTET-STÉPHANIE JAVET, D. R.

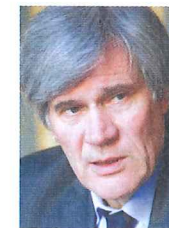
tant décriées. La plus connue, la «ferme des 1000 vaches» de Drucat (Somme), qui n'en compte pour l'instant que... 500, est la cible des associations altermondialistes et de la Confédération paysanne, le syndicat agricole. Depuis des mois, ils dénoncent une «industrialisation de l'agriculture». Cette contestation a poussé la grande distribution à prendre ses distances avec la coopérative normande Agrial, qui collecte le lait de la ferme picarde. Sous la pression, l'industriel a indiqué qu'il n'utiliserait plus ce lait pour fabriquer les yaourts à la marque des grandes enseignes...

La mécanisation des élevages laitiers pose de légitimes questions. Comparée à ses principaux voisins et concurrents, la France demeure toutefois à la traîne en matière de robotisation. Même s'il n'existe pas de statistiques officielles, les équipementiers estiment que près de 8% des fermes laitières sont aujourd'hui dotées de robots de traite, contre 20% aux Pays-Bas. Mais le phénomène s'accélère. Les projets d'automatisation fleurissent un peu partout dans l'Hexagone depuis quelques mois : robotisation de la traite, alimentation personnalisée, nettoyage de l'étable, gestion du comportement des animaux... Selon Zakhar Zhibril, le chef de produit robot de traite chez Lely, «le pourcentage de robots vendus en France par rapport à tous les types d'équipements de traite dépasse aujourd'hui les deux tiers». Le néerlandais Lely, le suédois DeLaval et l'Allemand GEA se partagent le marché.

### Forte concurrence entre pays européens

Aujourd'hui, DeLaval assure vendre un robot de traite chaque jour en France! «L'arrivée des robots dans les exploitations d'élevage, c'est un peu comme l'apparition des tracteurs dans les champs il y a soixante ans. Mais la France a sept à huit ans de retard en la matière par rapport à l'Allemagne», affirme Édouard Alix, le responsable des ventes Europe du Sud chez DeLaval, qui revendique la première place des équipements de traite dans le monde. Les raisons de cet élan français pour l'automatisation sont à chercher du côté de Bruxelles. «La refonte de la politique agricole commune (PAC) et la disparition des quotas laitiers au 1<sup>er</sup> avril ont libéralisé le marché des produits laitiers et introduit une plus grande exposition à la volatilité des cours», analyse Benoît Rouyer, chef du service économie au Centre national interprofessionnel de l'économie laitière (Cniel). La concurrence entre les pays européens s'en trouve accrue, notamment sur le lait de consommation.

«Chaque producteur doit avoir la possibilité de structurer son exploitation comme il le souhaite. Au-delà de l'argument économique, le regroupement permet aussi de mutualiser la



**« On ne peut pas se passer d'agriculture industrielle. Nous avons besoin d'une production suffisamment automatisée pour qu'elle soit compétitive. »**

Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Le Mirobot, robot racler de fumier, a une autonomie allant jusqu'à dix nettoyages par jour.



## Des équipementiers français spécialisés

Si l'essentiel du marché mondial des robots d'élevage est capté par trois grands groupes étrangers, le suédois DeLaval, le néerlandais Lely et l'allemand GEA, les industriels français n'ont pas dit leur dernier mot. Ne pouvant pas rattraper l'avance de leurs concurrents sur la traite, ils se cantonnent pour la plupart à des secteurs de niche, qui pourraient s'avérer juteux à l'avenir. C'est le cas de l'affouragement, très important en France. «C'est un secteur encore récent, mais prometteur. Une centaine de fermes seulement en sont équipées en France, mais cette tendance est en plein essor, à

cause de l'agrandissement de la taille des élevages», explique Jean-Luc Ménard de l'Institut de l'élevage. Depuis deux ans, des PME comme Bélaire (Ille-et-Vilaine), Jeantil (Ille-et-Vilaine) et Geoffroy (Nièvre) ont acquis une certaine reconnaissance dans le domaine. D'autres se sont spécialisées dans la gestion des effluents d'élevage. C'est notamment le cas de l'entreprise franc-comtoise Sermap, avec sa marque Miro. Rachetée par l'industriel Gilles Devillers, en octobre 2011, elle vient de commercialiser le Mirobot, capable de racler automatiquement les fumiers pailleux. ■

charge de travail entre éleveurs», avance Thierry Roquefeuil, le président de la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL). Les nombreux arguments avancés par les fabricants font mouche auprès des éleveurs. À commencer par l'amélioration des performances économiques de l'exploitation. «La traite classique bride les vaches. C'est une hérésie physiologique! En moyenne, une traite robotisée permet d'obtenir 7 à 10% de lait en plus par an, grâce à une traite quartier par quartier», assure Édouard Alix, chez DeLaval. Surtout, ces machines rendraient le métier d'éleveur laitier plus attractif, en diminuant l'astreinte sur l'exploitation.

«Ma sœur et moi cumulions 27 heures de travail chaque jour. Nous ne souhaitons plus continuer sur ce rythme effréné», justifie Roland Piel, du Gaec de l'Épinay, qui livre lui aussi son lait à Agrial. Recruter de la main-d'œuvre pour les aider? «Difficile de trouver des salariés français pour l'élevage laitier qui acceptent des horaires très étendus tous les jours», répond-il. Roland et Catherine ont préféré se tourner vers les robots. «Ils sont une solution pour lutter contre les troubles musculo-squelettiques (TMS) et permettent de



➔ faciliter la transmission de l'exploitation, car la production laitière n'est plus considérée comme trop contraignante», assure Zakhar Zhibril chez Lely.

Autre avantage des robots à la ferme : le calcul des données sur la composition du lait qui donne en temps réel des renseignements sur sa qualité - dont dépend le prix que l'éleveur va toucher - et sur la santé des animaux. Pour chaque vache sont mesurés la conductivité du lait, sa colorimétrie, le débit ou la quantité de lait par quartier. À cela s'ajoutent différents modules supplémentaires capables de calculer les taux de progestérone et d'urée, les corps cétoniques ou encore le taux de l'enzyme LDH. Un véritable laboratoire d'analyses à la ferme ! De quoi prévenir les maladies et prolonger la durée de vie de l'animal, assurent les marques. La robotisation des fermes traditionnelles s'accompagne d'un revers de médaille important : son coût. Les deux associés du Gaec de l'Épinay ont investi 1,7 million d'euros, remboursables sur dix-sept ans ! Sans compter les abonnements mensuels d'entretien et d'intervention en cas de panne pour tout équipement livré. «C'est surtout là-dessus que nous réalisons une plus-value, pas sur les équipements pour lesquels les marges sont finalement assez faibles», confie le distributeur français d'un fabricant.

#### Un taux d'équipement de 40 % d'ici à dix ans

Pourtant, cette automatisation continue de susciter des polémiques. «Ceux qui affirment que l'on peut se passer d'agriculture industrielle se mentent à eux-mêmes», assure, pour sa part, Stéphane Le Foll, le ministre de l'Agriculture. «La ferme des 1 000 vaches, ce n'est pas mon modèle parce que derrière, il y a un investisseur et non un agriculteur. Mais nous avons besoin d'une production suffisamment industrialisée pour qu'elle soit accessible et compétitive», a-t-il expliqué lors du Salon de l'agriculture, début mars, à Paris. Selon lui, les filières de qualité, avec des indications géographiques

Le Gaec Coët Galann, à Pleugueneuc, s'est équipé de trois robots de traite.



protégées et de l'agriculture biologique, peuvent tout à fait coexister avec un système plus productiviste. Ce serait le meilleur moyen pour lutter à armes égales sur le marché mondial. Dominique Chargé, le président de la Fédération nationale des coopératives laitières (FNCL) et de la coopérative Laïta (Paysan breton, Mamie Nova) ne dit pas autre chose. «Nous sommes favorables à tout ce qui va dans le sens d'une modernisation des exploitations. Cela permet d'améliorer les performances économiques, de diminuer à la fois la pénibilité et les intrants, en anticipant les maladies», assure-t-il.

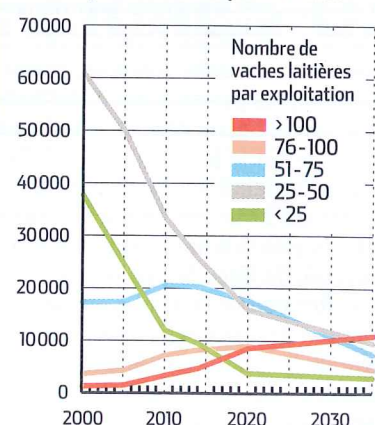
Si les vaches semblent s'adapter rapidement aux robots, l'éleveur doit lui aussi modifier ses habitudes. «Jusqu'à présent, une fois que la traite était finie, notre travail l'était aussi. Aujourd'hui, nous sommes susceptibles d'être alertés en permanence. Nous sommes un peu moins tranquilles», reconnaît Fabrice Lemarié, un éleveur de Pleugueneuc (Ille-et-Vilaine). Un sacré paradoxe ! Du côté des équipementiers, on se frotte les mains. Première puissance agricole en Europe, et huitième dans le monde, la France et ses 68 000 exploitations laitières leur offrent un potentiel immense. Selon Édouard Alix, «nous pourrions arriver à un taux d'équipement de 40% des élevages laitiers français d'ici à dix ans, si l'on continue au rythme actuel, contre environ 8% aujourd'hui». Malheureusement, aucun des trois principaux fabricants mondiaux (Lely, GEA et DeLaval) ne possède d'usine sur le territoire français.

#### Le big data s'invite à la ferme

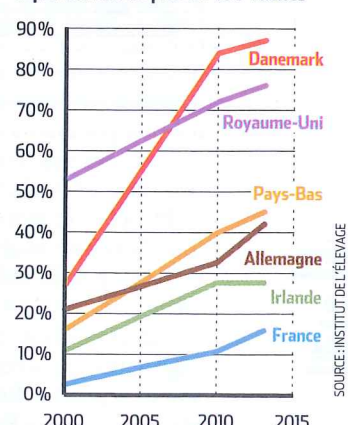
Les industriels tricolores doivent se contenter de seconds rôles sur des créneaux spécifiques [lire p. 25]. Dommage, car les perspectives de développement de ces technologies sont importantes. Certains équipementiers travaillent déjà sur des lunettes intelligentes capables de compter en un seul coup d'œil un troupeau. D'autres effectuent des tests sur des bras robotisés pour l'insémination artificielle. En attendant les échanges de données entre la ferme et les industriels de la transformation... «Nous sommes à l'heure du big data. Il y a des chances pour qu'il y ait un transfert collectif de données vers l'industriel collecteur mais pas par exploitation, pour des raisons de propriétés intellectuelles», tranche Jean-Luc Ménard, ingénieur à l'Institut de l'élevage. En tout cas, la demande est déjà là. «Beaucoup de structures, comme le contrôle laitier, les laiteries et les fabricants d'aliments sont intéressés par la récupération des données de production des élevages», confirme Zakhar Zhibril. Dans le domaine céréalier, les transferts de données entre les tracteurs dans les champs et les firmes de produits de phytosanitaires ou les coopératives

### La France peine à agrandir ses exploitations

Évolution du nombre d'exploitations laitières par classe de cheptel en France



Part du cheptel laitier dans les exploitations de plus de 100 vaches



SOURCE: INSTITUT DE L'ÉLEVAGE

deviennent légion. En élevage, certains industriels de l'amont peuvent déjà consulter les données de production laitière. «Dans certains cas, les opérateurs de la sélection génétique ont accès aux performances des filles de taureaux afin de vérifier la sélection génétique», souligne Jean-Luc Ménard. Même tendance pour les fabricants d'aliments composés qui n'hésitent pas à vérifier l'incidence de leurs produits sur la qualité du lait ou des viandes.

En revanche, les transferts ne semblent pas encore exister à l'aval de la filière. «Il y a des problèmes de propriétés intellectuelles, mais aussi de compatibilité. Le prélèvement des laiteries se fait sur des tanks et non sur une traite

globale. Or l'éleveur est payé sur la moyenne de ratios de plusieurs traites», détaille Dominique Chargé de la FNCL. «Il existe un protocole d'échanges avec l'organisme des contrôles laitiers [chargé du contrôle de la production laitière en France, ndlr] qui récupère certaines données de base. Mais il n'existe pas de passerelles pour transférer les données entre l'élevage et les laiteries», explique Zakhar Zhibril. Heureusement. Les éleveurs y gagneraient en rapidité de paiement et en réduction de tracasseries administratives, mais ils perdraient aussi leur métier en devenant de simples exécutants, à l'image d'opérateurs sur des lignes de production. La ferme 4.0 n'est plus de la science-fiction... ■

## PORCS ET VOLAILLES SOUS SURVEILLANCE ÉLECTRONIQUE

La fièvre de l'automatisation qui gagne les éleveurs laitiers n'épargne pas les élevages hors-sol. Dans les filières porcine et avicole, l'alimentation de précision se développe et les capteurs gagnent les bâtiments d'élevage.

Mesures des paramètres d'ambiance, contrôles des émissions sonores, ouverture automatique de vannes d'aération dans les bâtiments en cas d'excès de chaleur, de méthane ou d'ammoniac... L'automatisation de certaines tâches s'accélère dans les élevages porcins et avicoles. Depuis peu, l'Institut technique français du porc (Ifip) teste dans sa ferme expérimentale de Romillé, près de Rennes (Ille-et-Vilaine), l'alimentation de précision individualisée combinée à des critères sanitaires.

«Grâce à une puce RFID sur l'oreille, les truies ou les porcs charcutiers se présentent devant un distributeur d'aliments composés, qui va reconnaître l'animal et lui administrer un aliment spécifique, en fonction de son âge et de son état de santé», explique Michel Marcon, chercheur à l'Ifip. Ce système pourrait être commercialisé d'ici à cinq ans, s'il confirme son efficacité, avec un partenaire industriel, le breton Asserva, installé à Lamballe (Côtes-d'Armor).

L'Ifip y voit l'occasion d'améliorer la compétitivité des élevages de porcs en France, mis à mal depuis des années par la concurrence européenne. «Cela permettrait d'avoir un meilleur rendement des aliments par rapport au taux de muscles, pour augmenter le revenu des éleveurs», estime Michel Marcon.

Dans l'élevage avicole français, désavantagé comme le porc par des bâtiments anciens et des exploitations plus petites que chez nos voisins, on joue la carte des capteurs électroniques pour gagner en compétitivité. Leur



À l'ère du cyberélevage, les porcs sont «pucés» et profitent d'un suivi alimentaire et médical optimisé.

présence se développe depuis une dizaine d'années en France. Les bâtiments s'équipent de capteurs mesurant les températures, l'hygrométrie, les concentrations de certains gaz nocifs dans l'air et les émissions sonores.

«Grâce à son smartphone, l'éleveur peut avoir accès à de nombreuses données depuis l'extérieur et agir sur les ventilateurs ou vannes de ses bâtiments», détaille Gérard Amand, ingénieur responsable des bâtiments à l'Institut technique de l'aviculture (Itavi). Certaines exploitations, comme celles travaillant avec le géant américain Cargill

(fournisseur de McDonald's), sont même équipées de capteurs optiques, vérifiant le comportement des poulets.

Les abreuvoirs ou bacs alimentaires automatisés ne sont pas rares. «L'automatisation réduit la main-d'œuvre et la pénibilité. Cela permet aussi d'anticiper les maladies, d'optimiser le bien-être animal et de réduire la mortalité», souligne Gérard Amand. Et de réduire les coûts. Mais cela suppose d'avoir les capacités financières pour investir. ■ A. C.

SUITE DE NOTRE ENQUÊTE P. 28 ➔



## Agriculture EN ALLEMAGNE AUSSI LA TRAITE SE FAIT À LA CHAÎNE

Premier producteur de lait en Europe, le pays est dans les starting-blocks pour augmenter sa production, grâce à ses méga-installations. Mais les petits éleveurs craignent pour leur avenir.

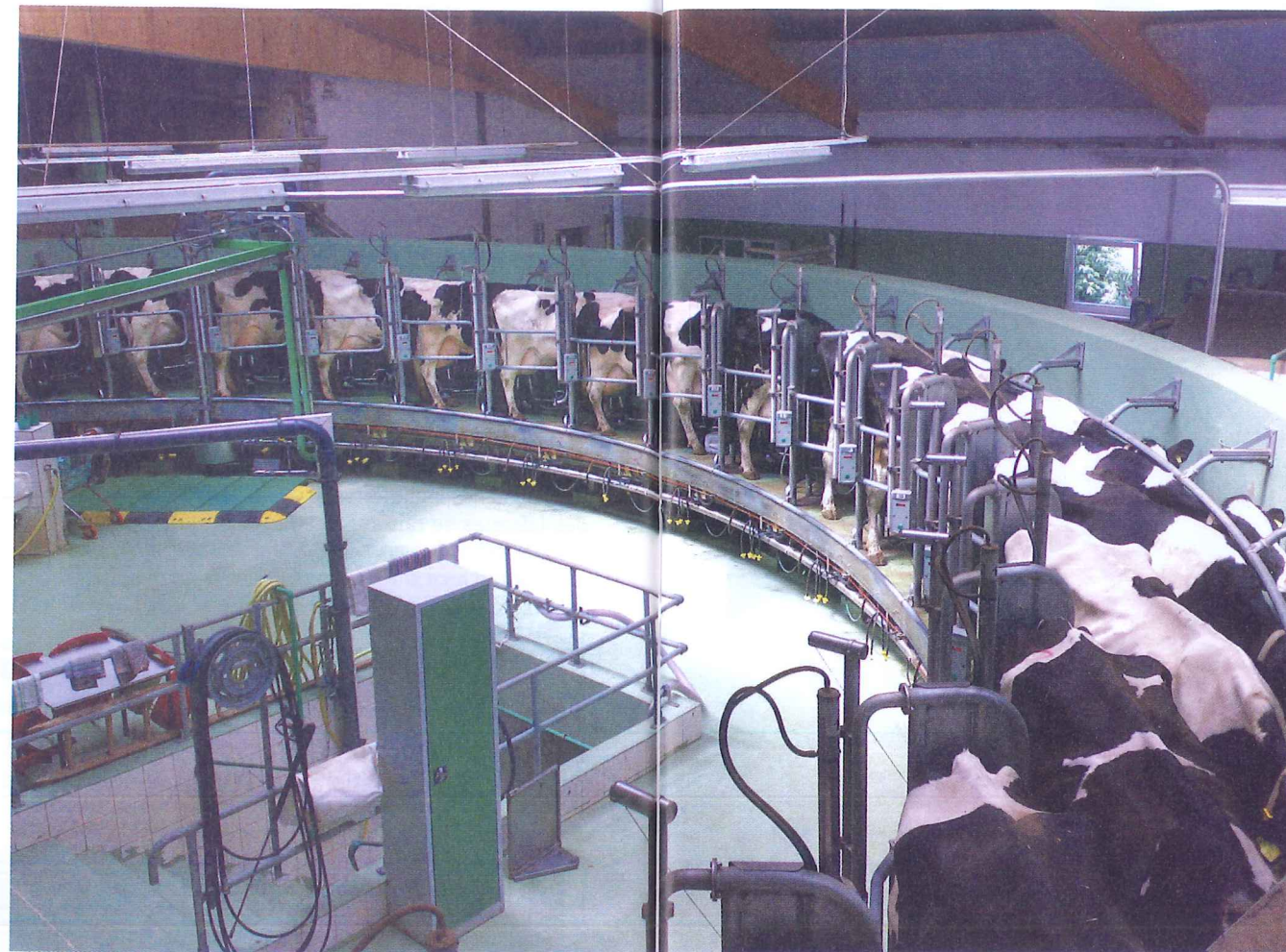
DE NOTRE CORRESPONDANTE À BERLIN, GWÉNAËLLE DEBOUTTE

**C**hez les Kriesmann, à Barver dans le nord de l'Allemagne, on est éleveur depuis cinq générations. D'agrandissement en agrandissement, la ferme, qui abritait 80 têtes de bétail en 1987, compte aujourd'hui 1 200 vaches. Trois fois par jour, elles passent à la traite sur un carrousel d'une trentaine de places. La quantité de lait tirée est suivie en temps réel sur ordinateur. Mais Annette Kriesmann n'aime pas parler volumes. Elle préfère évoquer le bien-être de ses bêtes, le fait que les étables, si grandes soient-elles, sont lumineuses et aérées. Que ses vaches ont de l'espace, 12 mètres carrés en moyenne. Tout juste indique-t-elle que la production avoisine les 9 à 10 millions de litres par an. Un chiffre qui sera d'ailleurs dépassé l'an prochain, l'entreprise ayant obtenu l'autorisation de s'agrandir à 1 600 vaches sur 650 hectares. Le carrousel de traite comportera alors 72 places, pouvant traire entre 360 et 400 animaux à l'heure.

### Un poids lourd de l'agriculture européenne

<b>285 000</b> entreprises, dont 18 000 bio (+6%)	<b>Premier producteur de lait et de porcs en Europe</b>	
<b>1 million</b> de travailleurs	<b>77 700</b> exploitations laitières	<b>26 800</b> exploitations porcines
<b>16,7 millions</b> d'hectares utilisés pour l'agriculture	<b>4,3 millions</b> de vaches	<b>28 millions</b> de porcs dans les élevages
	<b>32,2 millions</b> de tonnes de lait produites	<b>58 millions</b> de porcs abattus chaque année, dont 48% importés

SOURCES: L'INDUSTRIE LAITIÈRE, DESTATIS 2014



Les carrousels de traite n'ont rien d'exceptionnel outre-Rhin, où pullulent les fermes géantes gérées comme des usines.

Des fermes laitières comme celle-ci, dépassant allégrement les 1 000 vaches, il en existe des dizaines outre-Rhin. Et les projets continuent de sortir de terre. Plus seulement dans le nord-est du pays où, par tradition, les exploitations héritées des fermes d'État étaient gigantesques. Le sud du pays, en particulier la Bavière, s'y met également. C'est le résultat de la politique agricole de l'Allemagne, devenue depuis les années 2000 le premier producteur de lait en Europe après avoir dépassé la France. Bien armée avec ces usines modernisées, l'industrie laitière ne compte pas s'arrêter là et table sur une hausse de la production de 1 à 3 % par an jusqu'en 2020. Pas étonnant donc que personne n'ait versé une larme sur la disparition des quotas laitiers le 1<sup>er</sup> avril.

### Une course au gigantisme impopulaire

Au contraire, en trente ans, le pays a dépassé 21 fois son quota et payé au total près de 2 milliards d'euros de pénalités. « Nous ne paierons plus d'amende annuelle ! », se réjouit Annette Kriesmann, sans en préciser le montant. Généralement, elle se situait aux alentours de 13 centimes le kilo de lait produit en surplus. L'entreprise de Barver, employant 25 personnes, a choisi de rester sur le marché local pour réduire ses frais de transport, plutôt que de se tourner, comme d'autres, vers l'export. Dans le Nord, la concurrence est pourtant rude et le litre de lait se négocie souvent en dessous des 30 centimes. Dans le sud du pays, la proximité avec l'Italie permet d'établir des prix entre

STÉPHANIE JAVET, GUINARICHTER

## La fin de l'eldorado pour les éleveurs de porcs

Depuis dix ans, la petite ville d'Hassleben (700 habitants), au nord de Berlin, lutte contre l'installation de l'élevage géant de porcs de l'investisseur néerlandais Harrie van Gennip. « Le projet initial comptait 84 000 porcs, puis 37 000. Même avec ce nombre, nous le refusons car les standards en matière de bien-être animal et d'émissions d'ammoniac ne sont pas respectés », souligne Gert Müller, qui lutte contre cette implantation pourtant validée par les autorités qui y voient la promesse de créations d'emplois dans cette zone sinistrée. Partout

dans le pays, les lieux de résistance tels que celui-ci se multiplient : Alt-Tellin et ses 10 000 cochons, Hoisdorf et ses 1500 têtes... Depuis plusieurs années, le secteur porcin est en effet secoué par les scandales. Outre l'emploi de travailleurs sous-payés venus d'Europe de l'Est et la pollution, l'utilisation abusive d'antibiotiques (1 600 tonnes en 2012) provoquant des résistances inquiète les professionnels de santé. Mais le consommateur allemand est-il prêt à payer sa viande de porc plus cher, au nom du respect animal ? ■

ceux possédant moins de 50 bêtes. Devant cette hémorragie, plusieurs centaines d'initiatives locales ont vu le jour pour s'opposer à ces fermes-usines accusées de créer très peu de valeur, en termes financiers et d'emplois. Jochen Fritz, du collectif Meine Landwirtschaft (« Mon agriculture »), est sans appel sur la politique de son gouvernement : « La stratégie tournée vers l'élevage intensif pour concurrencer d'autres pays sur le marché mondial des produits bruts à bas coût est irresponsable ! Nous aurions au contraire tout à gagner à rester sur des produits laitiers travaillés de qualité. »

### Petits producteurs cherchent alternative

En attendant, les petits producteurs doivent étendre leurs compétences s'ils veulent conserver leur activité. C'est le cas de Werner, éleveur du Brandebourg, qui tire 20 % de ses revenus de deux chambres d'hôtes ouvertes il y a cinq ans. Ces dernières années, les énergies renouvelables ont aussi été une planche de salut. Les kilowatts mis sur le réseau étant bien rémunérés, les agriculteurs ont investi, entre 2009 et 2012, 18 milliards d'euros dans les énergies renouvelables, en particulier le biogaz et le photovoltaïque. Face à la surchauffe, le gouvernement a coupé les vivres en réformant ce système en août 2014. Les installations existantes continuent d'être rentables, mais ce ne sera plus le cas des nouvelles. « On est passé de tout à rien, de façon trop brutale, sans proposer d'alternative aux petits producteurs », constate Theodor Remmersmann, chargé du solaire et de l'éolien à la chambre d'agriculture de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. À eux de trouver de nouveaux moyens pour survivre. ■

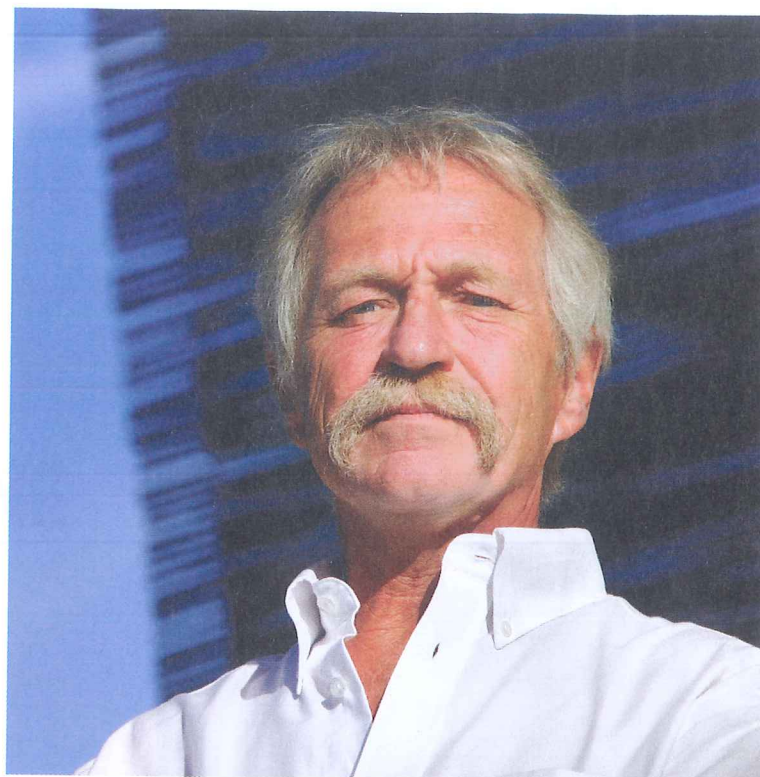
SUITE DE NOTRE ENQUÊTE P. 30



## Entretien « SORTIR DE L'EXPORTATION À TOUT PRIX »

Député européen d'Europe Écologie-Les Verts, ancien porte-parole de la Confédération paysanne, **José Bové** explique pourquoi il est farouchement opposé aux fermes automatisées.

PROPOS RECUEILLIS PAR ADRIEN CAHUZAC



**Vous êtes opposé au développement des fermes-usines. Qu'est-ce qui les caractérise selon vous ?**

Il n'y a pas de taille définie, comme pour « la ferme des 1 000 vaches ». Cela peut être beaucoup moins. Elles se reconnaissent par plusieurs critères. Premièrement, l'artificialisation de la production. L'animal est confiné sur une dalle de béton et se nourrit artificiellement de granulés de soja et de maïs. C'est une aberration. Un ruminant est fait pour manger de l'herbe dans un pré. Deuxièmement, le développement de maladies à cause de la surpopulation animale dans le bâtiment. Troisièmement, la finalité de la production. La « ferme des 1 000 vaches » est un cas d'école. L'exploitant est davantage intéressé par la valorisation de ses déchets destinés à faire de l'énergie que par les viandes et le lait, qui ne sont plus considérés que comme des sous-produits des déchets. C'est un non-sens !

**Pourtant, beaucoup d'éleveurs affirment améliorer leur cadre de vie et augmenter leur production grâce à la robotisation...**

Cela se fait au détriment d'autres exploitations moins performantes, qui sont éliminées. L'industrialisation détruit la diversité de notre agriculture. La majorité des agriculteurs qui ont opté pour cette industrialisation se retrouvent intégrés, en particulier au niveau des fabricants d'aliments. Ils n'ont plus aucune marge de manœuvre et deviennent de simples exécutants. Ils sont poussés à investir, c'est une fuite en

avant. Par ailleurs, on a constaté que l'agrandissement des élevages posait des problèmes sanitaires majeurs. Le nombre accru d'animaux génère davantage de maladies et un usage d'antibiotiques en masse. Or des études montrent que les éleveurs de ces grosses exploitations sont très touchés par le problème de l'antibiorésistance.

**L'agrandissement et l'automatisation des fermes ne sont-ils pas un moyen de baisser les coûts et de répondre à la concurrence européenne, notamment celle de nos voisins du nord, plus performants ?**

Au contraire. Lors de la précédente crise laitière de 2009 à 2010, qui a vu une chute du cours du lait, les exploitations qui ont le mieux résisté ont été les fermes plus traditionnelles. Elles n'étaient pas endettées par de grands programmes d'investissements à rembourser sur dix à quinze ans. Au final, les fermes les plus grosses sont les plus fragiles ! Il faut sortir de la logique d'exportation à tout prix et d'un système concurrentiel pour l'agriculture. Notre alimentation ne doit pas être considérée comme un métier à rentabiliser. Ce n'est d'ailleurs pas la préoccupation de la majorité des agriculteurs. 90% des produits agricoles dans le monde sont consommés sur leur territoire de production.

**La suppression des quotas laitiers depuis le 1<sup>er</sup> avril ne risque-t-elle pas de renforcer le phénomène d'industrialisation ?**

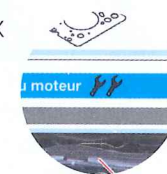
La suppression des quotas laitiers est une aberration. Nous entrons dans une période de volatilité des prix, tributaires de grands pays exportateurs, comme la Nouvelle-Zélande, qui fixent le prix mondial. Quand il y aura une surproduction, les prix vont s'effondrer. Et il y aura de grosses difficultés dans les fermes en France. Il y a fort à parier qu'il y aura un mouvement de concentration et que beaucoup d'exploitants disparaîtront... ■

► PAGE SUIVANTE  
La Chine, éden des  
équipementiers français

**« Dans "la ferme des 1 000 vaches", l'exploitant est davantage intéressé par la valorisation des déchets destinés à produire de l'énergie que par les viandes et le lait. »**

DÉCOUVREZ LA NOUVELLE RTA,  
ET RETROUVEZ CHAQUE MOIS :

- l'ensemble des données techniques du véhicule en une seule revue,
- de nouvelles rubriques respectant les étapes de réparation du véhicule,
- des schémas et des planches de carrosserie en couleurs, des reportages photos,
- des indications sur le niveau de difficulté pour mieux appréhender les réparations à effectuer.



The image shows the cover of the RTA magazine for Nissan Juke. The cover features a red Nissan Juke car and technical diagrams for engine repair. The magazine title 'RTA' and 'REVUE TECHNIQUE AUTOMOBILE' are visible. The specific issue is for 'NISSAN Juke 1.5 dCi 110' from '09/2010' to '03/2014'. The cover also displays various technical diagrams and a list of repair methods.